



Rapport annuel 2018

Plateforme Agenda 2030



**Plateforme
Agenda
2030**

Table des matières

Éditorial.....	3
Temps fort : Rapport « : La Suisse a-t-elle un développement durable? » sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du point de vue de la société civile.....	4
Autres activités.....	6
Comptes annuels 2018.....	8
Commentaire relatif les comptes annuels.....	10
La Plateforme Agenda 2030 en bref.....	11

Impressum:

Rapport annuel 2018, Plateforme Agenda 2030
Éditrice : Plateforme de la société civile Agenda 2030
Rédaction : Eva Schmassmann et Sara Frey
Graphisme : KOFF/swisspeace, Amélie Lustenberger

Éditorial

En 2018, la Plateforme Agenda 2030 a conçu le projet ambitieux de rédiger un rapport sur le développement durable de la Suisse. En dépit des faibles ressources de notre bureau de coordination, il nous a été possible, grâce à la collaboration engagée de nos associations membres, de contribuer de manière décisive à la discussion concernant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en Suisse et par la Suisse. Notre message a été relayé par les principales émissions d'information des chaînes de télévisions et de radio de ce pays, ainsi que par ses grands quotidiens. Cela prouve que nos efforts ont porté leurs fruits. Les échos positifs que nous avons reçus des offices fédéraux et des partis politiques nous montrent que nos analyses sont appréciées et qu'elles fournissent de précieuses références pour le travail politique.

L'élaboration du rapport nous a cependant coûté beaucoup d'énergie, et nous avons eu besoin de reprendre notre souffle avant de nous lancer dans de nouveaux projets. Notre action reste nécessaire, car l'Agenda 2030 est encore loin d'être appliqué en Suisse et par la Suisse. Ce n'est qu'en unissant nos

efforts que nous pourrons nous assurer qu'il fait l'objet d'une approche globale et cohérente. Les 17 objectifs de développement durable constituent un tout indissociable. Les solutions proposées doivent prendre en compte et articuler différents domaines. Les échanges et les discussions sont indispensables pour dépasser les intérêts particuliers et œuvrer tous ensemble à un développement véritablement durable.

En cette année 2019, c'est le renouvellement de la stratégie pour le développement durable qui est à l'ordre du jour. Cette stratégie définira la feuille de route et les orientations qui régiront ces prochaines années la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en et par la Suisse.

La plateforme Agenda 2030 fera également entendre sa voix dans ce processus. Nous voulons par ailleurs accroître la visibilité de l'Agenda 2030 et de ses 17 objectifs dans l'espace public.

Eva Schmassmann, présidente



Conférence de presse du 3 juillet 2018. Photo : Martin Bichsel

Temps fort : Rapport « La Suisse a-t-elle un développement durable? » sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du point de vue de la société civile

En 2016 déjà, le Conseil fédéral annonçait son intention de présenter un rapport sur l'état d'avancement de l'Agenda 2030 lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (High-Level Political Forum for sustainable development HLPF) à New York en 2018. Le HLPF est chargé d'examiner les progrès accomplis par les pays pour atteindre les objectifs de développement durable. La Plateforme s'est alors donné pour but de soumettre sa propre analyse à la discussion.

Le rapport sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du point de vue de la société civile s'articule autour de quatre grands thèmes transversaux et comprend treize chapitres qui traitent chacun d'une problématique particulière. Il analyse l'état d'avancement des objectifs de développement durable (ODD) et formule des exigences concrètes. Plutôt que d'examiner les ODD un à un, le rapport privilégie volontairement une approche thématique qui permet une vision synthétique des enjeux. Les revendications de l'Agenda 2030 deviennent ainsi plus palpables, car elles font écho à des préoccupations actuelles (politique de lutte contre la pauvreté, politique agricole, politique migratoire, politique fiscale). Plusieurs politicien·ne·s et des représentant·e·s de la société civile au niveau international nous ont félicité d'avoir choisi ce traitement original, qui rend beaucoup mieux compte des liens entre les différents ODD.

Le rapport débouche sur onze recommandations générales, discutée et adoptées lors de l'assemblée des membres de la Plateforme : outre le respect des limites planétaires et des droits humains, le rapport demande notamment une augmentation des ressources dévolues à la mise en œuvre, un ancrage institutionnel solide au sein de l'administration fédérale, une orientation des programmes de législature en fonction de l'Agenda 2030 et un renforcement de la cohérence des politiques en vue du développement durable.

L'administration fédérale a entamé les travaux préparatoires pour le rapport national en été 2017 : lors d'une vaste enquête conduite par internet, elle a invité près de 170 acteurs de la société civile, du monde académique et des milieux économiques à donner leur point de vue sur la contribution de la Suisse à l'Agenda 2030 en termes de défis et d'opportunités. L'administration fédérale a mis sur pied un groupe d'accompagnement constitué d'expert·e·s de haut niveau afin d'assurer le suivi du processus. Hélas, le rapport adopté par le Conseil fédéral ne reflète pas les résultats de ces travaux préparatoires : il se contente de résumer sur quelque 26 pages les activités de la Suisse pour mettre en œuvre l'Agenda 2030. Le conseiller fédéral Cassis a sabré sans ménagement la version de travail élaborée par le groupe d'accompagnement. La Plateforme a réagi par un communiqué de presse et une pression politique accrue. Le rapport national a été traité début juillet par la Commission de politique extérieure du Conseil national. Nous avons adressé à ses membres une lettre au sujet de notre propre rapport reflétant le point de vue de la société civile et les avons rendus attentifs au fait que l'état des lieux détaillé auquel le rapport national faisait plusieurs fois référence n'avait pas été rendu public. Suite au débat au sein de la Commission, cet état des lieux a été publié sur le site de l'administration fédérale. La pression constante exercée de tous côtés a amené le Conseil fédéral à revoir sa position.

Le rapport national peut être consulté sur le site internet du DFAE, de même que l'état des lieux :

- [auf deutsch](#)
- [en français](#)
- [in italiano](#)
- [in english](#)

Avant même que la Suisse ait soumis son rapport le 17 juillet 2018 à New York, la Plateforme a présenté le rapport reflétant le point de vue de la société civile le 3 juillet 2018 lors d'une conférence de presse à Berne. Se sont exprimées Eva Schmassmann (présidente de la Plateforme et responsable de dossier chez Alliance Sud), Marianne Hochuli (cheffe du secteur Études et membre de la direction de Caritas Suisse), Regula Bühlmann (secrétaire centrale de l'Union syndicale suisse USS) et Stella Jegher (cheffe de la division Politique et affaires internationales et membre de la direction de Pro Natura). Ces quatre oratrices ont mis l'accent sur l'environnement, l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et , la politique de lutte contre la pauvreté en Suisse et la nécessité d'une cohérence des politiques en vue du développement durable dans le cadre de l'Agenda 2030. La conférence et le communiqué de presse ont été bien relayés par les médias, par exemple sur les ondes des radios suisses SRF, RTS et RSI et dans les journaux régionaux des groupes NZZ et AZ Medien.

Grâce à ce communiqué de presse, nous avons pu nous positionner comme des acteurs et des interlocuteurs de premier plan dans les comptes-rendus du HLPF et plusieurs émissions de télévision d'information (10 vor 10, Tagesschau et Telegiornale) nous ont donné la parole.

Un enregistrement vidéo de la présentation de la Suisse lors du HLPF par la conseillère fédérale Doris Leuthard et de la discussion qui a suivi peut être visionné en suivant ce [lien](#). (le passage se trouve à 1:54:39)

Autres activités

La Plateforme Agenda 2030 a vu le jour le 25 septembre 2017, mais n'est opérationnelle que depuis le 1er janvier 2018 en tant qu'organisation autonome disposant de son propre budget et de son propre personnel. Notre première année d'existence a donc été également occupée par le développement et la mise en place de nos modes de fonctionnement, structures et processus, ainsi que par la création de notre site internet www.plattformagenda2030.ch.

Après l'élaboration du rapport « La Suisse a-t-elle un développement durable? », nous avons pris position dans le débat concernant l'attribution de la compétence pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au sein l'administration fédérale. Nous avons participé au Forum politique de haut niveau pour le développement à New York et avons pu présenter notre Plateforme lors de divers événements publics.

Groupe d'accompagnement Évaluation de la Stratégie pour le développement durable 2016-2019

L'Office fédéral du développement territorial (ARE) a commandé une évaluation externe de la Stratégie pour le développement durable appliquée actuellement. En tant que présidente de la Plateforme, Eva Schmassmann a été invitée à participer au groupe d'accompagnement externe. La première séance a eu lieu en décembre.

Compétence pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au sein de l'administration fédérale

Nous avons écrit au Conseil fédéral pour lui présenter nos arguments dans le cadre du débat en cours sur l'attribution de la compétence pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au sein de l'administration fédérale. L'Agenda 2030 s'applique à l'ensemble des domaines politiques et concerne donc l'ensemble des départements ; de ce fait, sa mise en œuvre ne saurait être attribuée à un département en particulier. Un système de tournus, où plusieurs départements en seraient tour à tour responsables, ne nous semble pas adéquat. Dans l'optique de renforcer la cohérence des politiques en vue du développement durable, comme le réclame l'ODD 17.14, la Confédération doit veiller à ce que tous les objets de politique fédérale soient traités de manière à contribuer aux objectifs de l'Agenda 2030. Seule une unité institutionnelle centrale, responsable de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sur le long terme, est à même d'accomplir cette mission.

Cette unité institutionnelle doit prendre en main la mise en œuvre de l'Agenda 2030, être l'instance de coordination centrale en la matière, disposer de ressources suffisantes, travailler activement à une résolution démocratique des conflits d'objectifs, vérifier que les objets de politique fédérale sont traités conformément à l'Agenda 2030 et soutenir les efforts des cantons et des communes dans ce sens.

Après avoir tardé à prendre une décision, le Conseil fédéral s'est prononcé à la fin de l'année 2018. Il a nommé deux délégués pour l'Agenda 2030, Jacques Ducrest, du Département des Affaires étrangères, et Daniel Dubas, du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Ils président un comité de direction dans lequel tous les offices fédéraux doivent être représentés par des fonctionnaires de haut niveau. La composition exacte du comité de direction et les ressources mises à disposition des délégué·e·s n'ont toutefois pas été communiquées.

L'assemblée des membres, un forum pour échanger et élaborer des positions communes

En 2018, nous avons bien réussi à mobiliser l'assemblée des membres pour l'élaboration de notre rapport reflétant le point de vue de la société civile. Nous avons profité de la présence de représentant·e·s des organisations membres pour formuler ensemble des requêtes à l'administration et aux politiques auxquels ce rapport était destiné. Ces exigences maîtresses avaient été préalablement définies par l'équipe de rédaction en collaboration avec les auteur·e·s du rapport à partir des revendications thématiques et institutionnelles contenues dans celui-ci.

Pour enrichir le débat interne, nous avons invité Marie-Luise Abshagen à notre assemblée des membres. Elle est référente pour le développement durable au sein du Forum allemand pour l'environnement et le développement, et membre du groupe de pilotage du réseau européen SDG-Watch Europe. Elle nous a permis d'inscrire notre propos dans une perspective internationale et nous a fait bénéficier de son expérience.

Nous souhaitons continuer à faire de l'assemblée des membres une occasion de consolider nos positions, de planifier des événements communs et d'échanger avec d'autres acteurs de Suisse ou de l'étranger.

Participation à des événements publics

D'août à septembre, nous avons eu l'occasion de présenter notre rapport lors de divers événements. Sara Frey, coordinatrice, et Eva Schmassmann, présidente, ont été conviées à sept reprises à présenter le rapport et à représenter la Plateforme lors de débats publics.

- **21.08.18** : « L'Agenda 2030 en Suisse – Quel rôle pour la société civile ? » Rencontre organisée par la Haute École pédagogique de Lucerne
- **01.09.18** : Présentation du rapport de la société civile sur l'Agenda 2030 lors d'une séance de groupe du Parti des Verts suisses
- **27.09.18** : Présentation du rapport de la société civile, de l'Agenda 2030 et de ses champs d'application dans le cadre du séminaire « Assessing Governance Initiatives for Sustainability Transformations in and by Switzerland » à l'Université de Berne
- **09.11.18** : Évaluation de la société civile sur la mise en œuvre des ODD par la Suisse, apports thématiques et présentation du rapport et de la plateforme lors du FHNW dans le cadre du CAS Environnement et Développement
- **14.-15.11.18** : Présentation de la société civile et de l'Agenda 2030 au Global Policy Forum/Fondation Friedrich Ebert (Bonn)
- **27.11.18** : Présentation de la société civile, de l'Agenda 2030, du rapport et de ses revendications lors de la conférence de l'Église évangélique réformée du Canton de Zurich « Objectifs de développement durable – Nouveau départ ou tigre de papier »
- **28.11.18** : Table ronde sur le thème « Transformation — Sommes-nous prêts ? » pour le 30e anniversaire du GIEC, ProClim, HADES

Comptes annuels 2018

BILAN

Liquidités	7'045.55
Créances résultant de ventes et de prestations	2'550.00
Actifs de régularisation	1'074.10
Actifs circulants	10'669.65
TOTAL ACTIFS	10'669.65
Passifs de régularisation	427.50
Dette à court terme	
Dette	427.5
Bénéfice reporté	-1.00
Bénéfice	10'242.15
Capital social	10'242.15
TOTAL PASSIFS	10'669.65

COMPTE DE RÉSULTAT

Cotisations	86'350.00
Autres produits	4'171.00
Demandes	
TOTAL PRODUITS	90'521.00
Honoraires et frais publ. Rapport parallèle	36'398.20
Publication 2	
Conférences de la Plateforme	
Projets	36'398.20
Charges salariales	36'760.95
Frais	574.85
Prestations de tiers (traductions)	
Charges personnel	37'335.80
Location de locaux	1'099.00
Infrastructures	3'415.55
Taxes, émoluments, autorisations	200.00
Matériel de bureau et consommables	241.90
Communication (tél./interne/site web)	183.40
Impression/publicité/graphisme	1'250.00
Dépenses diverses	52.00
Charges financières	102.00
Autres dépenses d'exploitation	6'543.85
TOTAL DÉPENSES	80'277.85
BÉNÉFICE ANNUEL	10'243.15

Commentaire relatif aux comptes annuels

La première année d'activité de la Plateforme Agenda 2030 a été un succès.

L'association a bouclé l'exercice comptable 2018 avec un bénéfice de CHF 10 243.15, plus élevé que prévu au budget.

Plusieurs nouveaux membres ont pu être recrutés et ont rejoint les 40 organisations fondatrices. L'association a reçu le précieux soutien de la OETN pour sa première publication « La Suisse a-t-elle un développement durable? », et nous la remercions chaleureusement pour cette contribution bienvenue.

Une seconde publication prévue n'a pas pu être réalisée pour des raisons de temps.

Grâce au concours d'Alliance Sud, de KOFF/Swisspeace et des Femmes de Paix Autour du Monde, les charges pour le personnel et les infrastructures

restent modestes. Ces trois organisations membres ont mis à disposition des postes de travail pour les deux collaboratrices du projet, Sara Frey (30 %, coordination) et Christa Bader (20 %, administration). Elles ont également pris à leur compte de la gestion des salaires. Alliance Sud a en outre financé un pourcentage de temps de travail pour la coordination de la Plateforme.

La Croix-Rouge suisse a offert de se charger de la révision.

Nous remercions toutes les organisations membres pour leur soutien fort apprécié.

Nous sommes également très reconnaissants à toutes celles d'entre elles qui ont offert du temps de travail à la Plateforme 2030 au sein du comité, du groupe de pilotage et des groupes de travail.



Assemblée des membres 2018. Photo : Marcel Rothmund

La Plateforme Agenda 2030 en bref

Bureau de coordination

En 2018, le bureau de coordination employait deux personnes :

- **Sara Frey**, coordination 30 %
- **Christa Bader**, administration 20 %

Comité 2018

Selon nos statuts, le comité est l'organe de direction stratégique suprême et représente l'association vis-à-vis de l'extérieur. Il comprend :

- **Eva Schmassmann**, Alliance Sud, présidente du comité (depuis 2017)
- **Anna Leissing**, KOFF/swisspeace (depuis 2017)
- **Zoltan Doka**, USS (depuis 2017)
- **Oliver Wenczel**, Thinkpact Zukunft (depuis 2017)
- **Mirjam Gasser**, CBM Suisse (seit 2017)
- **Pierre Zwahlen**, Fédéréseau (depuis 2018)

Groupe de pilotage

Le groupe de pilotage réunit des représentant·e·s des divers secteurs thématiques et réseaux de la Plateforme. Il peut initier des groupes de travail, proposer des orientations thématiques pour la planification annuelle, élaborer des prises de position politiques et consulter les membres de ses réseaux ou des expert·e·s des thèmes traités.

En 2018, le Groupe de pilotage se composait des personnes suivantes :

- **Friedrich Wulf**, Pro Natura/Alliance-Environnement ; environnement
- **Geert van Dok**, Helvetas ; migration
- **Manuel Lehmann**, Thinkpact Zukunft ; économie durable
- **Mark Herkenrath**, Alliance Sud ; Politique de développement
- **Martin Leschhorn Streb**, réseau Medicus Mundi Suisse ; santé
- **Mirjam Gasser**, CBM Suisse ; personnes en situation de handicap
- **Regula Kolar**, Coordination post Beijing des ONG suisses ; équité entre les sexes
- **Christine Badertscher**, Swissaid ; agriculture
- **Eva Schmassmann**, présidente du Comité de la Plateforme Agenda 2030
- **Sara Frey**, bureau de coordination de la Plateforme Agenda 2030

Organisations membres

- Action de Carême
- Alliance Sud
- CoalitionEducation ONG
- Biovision
- BirdLife Suisse
- Brücke — le pont
- Caritas Suisse
- CBM Mission chrétienne pour les aveugles
- cfd/L'ONG féministe Pour la paix
- Conseil Suisse pour La Paix
- Coordination post Beijing des ONG Suisses
- Croix-Rouge Suisse
- Fédéréseau
- Femmes Juristes Suisse
- Femmes pour la Paix Suisse
- Femmes de Paix Autour du Monde
- Fondation Terre des hommes
- FOSIT
- Gemeinwohl-Ökonomie Schweiz
- Global Ecovillage Network – Suisse
- Groupe de travail tourisme et développement
- HEKS/EPER
- Helvetas
- humanrights.ch
- INTERTEAM
- KOFF – La plateforme suisse de promotion de la paix
- mdplatform.ch Swiss Civil Society Platform on Migration and Development
- Medicus Mundi Suisse
- Pro Natura
- RECI Réseau suisse Education et Coopération internationale
- SANTÉ SEXUELLE Suisse
- SCNAT Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement
- SGB USS Union syndicale suisse
- SGB-FSS Fédération Suisse des Sourds
- Solidar Suisse
- Stiftung Zukunftsrat
- SWISSAID
- terre des hommes schweiz
- terre des hommes suisse
- TERRE DES FEMMES Suisse
- Thinkpact Zukunft
- Unité
- Wandel. jetzt
- WIFONA (wiler forum für nachhaltigkeit)